



GENERAL ASSEMBLY ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ASSEMBLEIA GERAL جمعية عمومية

#CODESRIA14

Creating African Futures in an Era of Global Transformations:

Challenges and Prospects

Créer l'Afrique de demain dans un contexte de transformations mondialisées :

enjeux et perspectives

Criar Futuros Africanos numa Era de Transformações Globais:

Desafios e Perspetivas

بعث أفريقيا الغد في سياق التحولات المعولمة :

رهانات و آفاق

**L'oubli des crimes et la problématique de la réparation due aux victimes.
Quelle option pour une paix durable en République démocratique du Congo ?**

Bahati Bahati Mujinya



CODESRIA

08 - 12 June / Juin 2015

Dakar, Senegal





L'oubli des crimes et la problématique de la réparation due aux victimes. Quelle option pour une paix durable en République démocratique du Congo ?

1. Introduction

En République démocratique du Congo, la fin de la décennie 90 marque, le début d'une histoire sombre caractérisée par le déclenchement de plusieurs conflits dont les conséquences sur le plan des droits humains ont été particulièrement lourdes.

La quête de la paix entre protagonistes de ces conflits a conduit à des multiples négociations ayant débouché sur des accords politiques, dont l'Accord global et inclusif signé le 17 décembre 2002 à Sun City en Afrique du Sud est l'un des plus remarquables.

La mise en œuvre de cet accord de paix, et bien d'autres, a dicté l'institution d'une politique visant à oublier certains crimes au bénéfice de la cohabitation pacifique entre les bourreaux et les victimes, appelés à vivre ensemble malgré les affres des conflits. Ainsi, la République démocratique du Congo a, dans l'espace de dix ans, adopté plus de trois lois d'amnistie. Sans égard au droit à réparation, moins encore à la disponibilité des mécanismes tant financiers que matériels en faveur des victimes, chacune de ces lois s'est limitée à mettre fin définitivement aux poursuites pénales de nombreux seigneurs de guerre.

Face à la recrudescence des conflits dans ce pays, dont les crimes finissent par être couverts par la pratique d'amnistie, une réflexion s'avère nécessaire en vue d'en déceler l'une des raisons principales et de tenter d'en proposer une voie de sortie. Celle-ci devra conduire le gouvernement congolais à accorder une place de premier ordre aux victimes des crimes amnistiés. S'appuyant sur une analyse tant juridique que socio-politique, la présente étude s'emploie successivement à cerner le concept amnistie dans le contexte de la République démocratique du Congo, à en apprécier l'efficacité au regard de la place réservée aux victimes avant de déboucher sur l'importance que revêt la prise en charge judiciaire des victimes dans le processus de rétablissement, du maintien et de la consolidation de la paix.

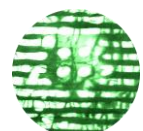
2. Approche juridico-conceptuelle de l'amnistie

Concept évanescent et tributaire des temps et des circonstances¹, l'amnistie remonte aux temps immémoriaux. Dans ses origines, elle a été dotée d'un caractère éminemment réel portant essentiellement sur les faits. Était prise en considération, notamment, l'époque de leur commission, sans égard à la qualité ou à la personnalité de l'auteur.

Avec le temps, le droit, dans sa quête de modernisme, a fini par faire ressortir le caractère personnel de cette institution qui a pu se confondre et s'identifier à son caractère réel². Dans cette nouvelle optique, seul l'auteur plutôt que l'infraction dont elle est responsable était éligible à l'amnistie. Souvent accordée pour des infractions déterminées, l'amnistie, de par la volonté du législateur, peut s'attacher à la nature de l'infraction. Dans ce cas, le législateur

¹ MAKAYA KIELA, S., *La justice transitionnelle en Afrique : cas de la République démocratique du Congo*, Communication à l'occasion de la 3^{ème} édition des Cours intensifs d'été, Kinshasa, Université protestante au Congo, 2014.

² *Idem.*



énumère celles qu'il amnistie et celles qu'il relègue au second plan, considérant qu'elles sont particulièrement dangereuses pour l'ordre social. C'est souvent le cas des crimes internationaux, qui, de par leur nature et les dommages qu'ils entraînent sont exclus de l'amnistie.

Dans nombre des pays qui sortent de conflits et qui ont fait face, comme la RDC, à une justice transitionnelle, l'amnistie se révèle une institution considérée, la plupart du temps, comme le prix à payer pour la paix et la stabilité de la société. Aussi, la considère-t-on, dans la pratique d'une justice transitionnelle³, comme porteuse de contradictions qui ne sont pas aisées à résoudre du fait qu'elle est à la fois inévitable et inacceptable⁴. Ainsi, un auteur affirme que tous les pays qui ont connu la guerre civile, la dictature, caractérisées par des atrocités et autres violations graves des droits de l'Homme, sont confrontés à la dure tâche de transformer un régime criminel en un régime démocratique sans sanctionner les perpétrateurs de ces violations⁵. Ce processus n'est jamais facile à conduire, car d'une part, il est exigé un pardon, un oubli des crimes dont les victimes, d'autre part, réclament justice. Entre la sanction et les nécessités de la reconstruction et de la consolidation de la paix, un dilemme est à la croisée de chemin.

Dans ce contexte, inviter la notion d'amnistie, c'est faire de la politique en déclarant comment se présentent les jugements de valeur sur les conflits passés, comment se superpose le temps de l'histoire, passé continué dans le présent ou réinvesti par le présent, passé rejoué, passé refoulé ou parfois plus exactement tenu à distance, passé dénié⁶. Le choix devenant délicat, que le triomphe des considérations politiques l'emportent, mais très souvent sans un regard méticuleux sur les douleurs des victimes.

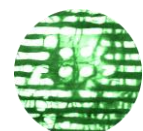
Dans le cas de la République démocratique du Congo, à chaque conflit, à chaque négociation l'amnistie est "l'invité de marque" au point qu'elle pourrait paraître comme un billet pour accéder aux fonctions de responsabilité. Il convient, pour s'en convaincre, de passer en revue

³ La justice transitionnelle peut être succinctement et sommairement définie comme un mécanisme qui accompagne le passage d'une société donnée, vivant dans un espace temps quelconque, d'un ordre chaotique vers un ordre apaisé (PONDI, J-E, « Contexte moderne de la justice transitionnelle », in *La justice transitionnelle : une voie vers la réconciliation et la construction d'une paix durable*, MOTTET, Carol et POUT, Christian, Yaoundé, 2011, p. 35) ; Le terme de justice transitionnelle fait référence à la notion de droit et même de restauration de droit... Elle apparaît comme une voie vers la réconciliation et la paix, vers l'instauration de la confiance dans les sociétés qui ont connu des situations de conflit ou de dictature. Elle se veut une occasion pour les victimes des conflits de réparation, de pardon et en même temps d'oubli, LAMBATIM, H, « Justice transitionnelle et droits économiques, sociaux et culturels », in *La justice transitionnelle : une voie vers la réconciliation et la construction d'une paix durable*, MOTTET, Carol et POUT, Christian, Yaoundé, 2011, p. 43. La justice transitionnelle est issue de la pratique de mécanismes ayant comme dénominateur commun de tenter de s'attaquer à des événements passés, (BORAINÉ, A., « La justice transitionnelle, un nouveau domaine », in *Réparer les effets du passé : réparations et transitions vers la démocratie*, Ottawa, le 11 mars 2004, cité par S. MAKAYA KIELA, S., *op. cit.*, p. 161).

⁴ MUSHIZI, C., *Justice transitionnelle, Principes, contenu, illustrations*, Kinshasa, éd. Ethan, 2010, p. 130.

⁵ *Idem.*

⁶ WAHNICH, S., (sous la direction de), *Une histoire politique de l'amnistie*, coll. Droit et justice, Paris, PUF, 2006, pp. 15-16



quelques conflits armés ayant émaillé l'histoire de ce pays, il y a une décennie au moins, c'est dire de 2003 à 2014.

3. Brève contextualisation historico-politique des quelques conflits armés en République démocratique du Congo

L'occultation de l'histoire de la République démocratique du Congo, en matière de paix et de sécurité, révèle la marque de plusieurs conflits armés conduits, pour la plupart, par diverses rébellions ayant pour chacune un agenda spécifique concourant à des ambitions politiques.

Parmi ces conflits⁷, méritent d'être mentionnées, eu égard aux conséquences engendrées, la guerre dite de libération menée par l'Alliance des Forces Démocratique pour la Libération du Congo avec un soutien indéfectible des puissances étrangères, dont l'objectif était de mettre fin au règne du Marechal MOBUTU et, celle initiée en août 1998 par des Etats voisins, en appui aux mouvements rebelles, le Rassemblement congolais pour la démocratie et le mouvement de la libération du Congo, cette fois contre le régime de Laurent-Désiré Kabila.

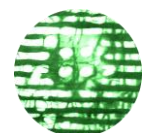
Ayant connu la participation des armées de plusieurs Etats africains⁸, ce conflit, relativement à son bilan, semble réunir tous les critères d'une "première guerre mondiale africaine"⁹. Il s'est réalisé pendant cinq ans, soit de 1998 à 2003 et, a occasionné environ cinq millions de morts et de victimes innombrables avec une cohorte des violations massives et systématiques des droits humains. Son déclin est tributaire de plusieurs négociations organisées entre antagonistes¹⁰. L'on cite, l'accord de cessez-le-feu, dit « accord de Lusaka », conclu entre belligérants, en date du 10 juillet 1999 ; l'accord de paix conclu à Pretoria (Afrique du Sud), le 30 juillet 2002, entre la RDC et le Rwanda ; l'accord de paix conclu à Lusaka, le 06 septembre 2002, entre la RDC et l'Ouganda ; l'Accord global et inclusif, signé à Pretoria, le 17 décembre 2002, lors des négociations de paix dénommées "Dialogue intercongolais", par

⁷ Sur les conflits armés en République démocratique du Congo, lire utilement H. CHEUZEVILLE, *Chroniques africaines de guerre et d'espérance. R.D.Congo, Ouganda, Rwanda, Burundi, Soudan*, Aix-en-Provence, éd. Persée, 2006.

⁸ Parmi ces Etats l'on peut citer : le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, la Namibie, le Tchad et le Zimbabwe. Voyez, à ce sujet, MUTINGA, M., *Chronique d'une paix négociée en République Démocratique du Congo. Un devoir de mémoire (1998-2003)*, Kinshasa, Espace Afrique, 2005 ; MINANI BIHUZO, R., *Du pacte de stabilité de Nairobi à l'acte d'engagement de Goma. Enjeux et défis du processus de paix en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Cepas /Rodhecic, pp. 7-17.

⁹ L'expression "première guerre mondiale africaine" employée telle quelle par SINDJOUN, L., *Les relations internationales africaines : entre Etats en crise et flux transnationaux*, Dakar, Codesria, 2002, p. 58, a été également utilisée par d'autres auteurs quoiqu'en de termes légèrement différents. C'est le cas de "première guerre continentale" (BRAECKMAN, C., *L'enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu*, Paris, Fayard, 1999, p. 11) ou de "première grande guerre africaine" (KABAMBA, B., et LANOTTE, O., "Guerres au Congo-Zaire (1996-1999). Acteurs et scénarios", in MATHIEU, P., et WILLAME, J-Cl. (sous la direction de), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 99.

¹⁰ Lire en ce sens, MAKAYA KIELA, S., *Le droit à réparation des victimes des crimes internationaux : condition d'une justice efficiente, l'exemple de la République démocratique du Congo*, Thèse de doctorat en droit, Aix-Marseille Université, Faculté de sciences économiques et juridiques, 2014, p. 263.





L'oubli des crimes et la problématique de la réparation due aux victimes. Quelle option pour une paix durable en République démocratique du Congo ?

la suite, solennellement adopté par les délégués des composantes et entités au dialogue en date du 1^{er} avril 2003, à Sun city, Afrique du Sud.

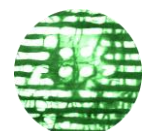
C'est à la suite de ces accords que finalement la RDC va sceller son histoire sombre caractérisée par moult conflits, dont les protagonistes se sont livrés à la quête du pouvoir par les armes. En dépit de la volonté de toutes les composantes quelques années seulement sont passées pour que resurgissent, à nouveau, d'autres conflits. C'est dans cette ligne que plusieurs mouvements rebelles ou de résistance d'ampleur géographiquement limitée dans les provinces, orientale (en Ituri), du Nord-Kivu, du Sud Kivu, du Maniema et du Katanga ont vu le jour. En vue de faire revenir la paix dans la contrée touchée par ces conflits, le gouvernement de la République a été amené à signer des accords avec certains d'entre ces mouvements. L'Acte de Dar-es-Salam, signé le 06 mai 2003 entre le gouvernement congolais et les groupes armés de l'Ituri, non signataire de l'accord de Sun City, l'Accord d'engagement de Kinshasa, signé le 16 mai 2004 entre le gouvernement congolais et les groupes armés de l'Ituri, l'Accord de Goma, signé en janvier 2008 entre 22 milices et le gouvernement (Accord ayant mis sur pied le programme "Amani"¹¹), l'Accord de paix du 23 mars 2009 signé entre le gouvernement congolais et les groupes rebelles Congrés national pour la démocratie du peuple¹² (ci-après : "CNDP") et tout récemment, les accords de Nairobi¹³, entre l'ex-Mouvement rebelle du M23 et le gouvernement congolais, comptent parmi les accords qui ont conduit à la fin des conflits.

Au centre de ces négociations, l'omniprésence de l'amnistie n'est point à démontrer. Chacun des bourreaux se préoccupe avant tout de son avenir après le conflit. Un avenir qui doit non seulement lui permettre de vivre en paix, mais surtout à exercer une activité susceptible de subvenir à ses besoins les plus idoines. C'est dans cette optique que ces seigneurs de guerre, craignant d'être poursuivis, puis condamnés pour les actes odieux dont ils sont responsables, exigent d'une part, l'adoption d'une loi d'amnistie et, d'autre part le partage des postes de responsabilité politique pour s'assurer l'impunité. Ce schéma, lorsqu'il aboutit, occasionne une métamorphose inexplicable. Les bourreaux d'hier deviennent les puissants d'aujourd'hui. Le paradoxe à relever, opine un auteur, consiste au fait que le soin mis au traitement des ex-belligérants n'est pas en adéquation avec le silence manifeste et l'abandon coupable des victimes à leur triste sort. Au finish, ces victimes conçoivent ces lois d'amnistie comme « injustices instituées ». Les ex belligérants ne bénéficient que des lois d'amnistie. Ils sont en

¹¹ *Amani* est un terme de la langue Swahili signifiant la paix.

¹² ROUW, H., et WILLENS, R., « L'interconnexion entre la sécurité des communautés et les programmes de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR) », Une étude de terrain au Congo orientale (RDC), Network for Peace, security and development, avril 2010, pp. 7-15, in <http://digitur-archive.library.uunl/et/2010-200233-200233/UUinex.html>.

¹³ Lire, Accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région, 4^{ème} point, Addis-Abeba, le 24 janvier 2013, p. 1.





L'oubli des crimes et la problématique de la réparation due aux victimes. Quelle option pour une paix durable en République démocratique du Congo ?

prime promus aux fonctions étatiques¹⁴. L'on peut bien se demander à quoi servent le pardon et l'oubli des crimes.

C'est dans ce sens que, quelques lois d'amnisties se sont succédées en vue de juguler les différentes crises. Les lois de 2003, 2005, 2009 et, récemment celle de 2014. En l'espace de 10 ans au moins, quatre lois d'amnisties ont été votées. Il importe de tracer le contexte factuel de chacune de ces lois pour en apprécier l'efficacité.

- Décret-loi n°03-001 du 15 avril 2003

L'adoption de ce texte est consécutive à la signature de l'accord global et inclusif. Il a été décidé, pour un retour de la paix, de passer l'éponge sur les innombrables crimes perpétrés par les différents belligérants, négociateurs de l'Accord. Ainsi, en attendant la mise en place du parlement de la transition, un acte ayant force de la loi fut pris par le président de la République aux fins d'empêcher des poursuites contre les membres de différentes composantes au nom de la réconciliation nationale.

- Loi n°05/023 du 19 décembre 2005

Adoptée par le parlement de transition pour abroger le décret présidentiel de 2003 qui avait un caractère provisoire, la loi de 2005 apporte un élément nouveau. En reprenant les crimes énumérés dans le décret de 2003, elle a élargi la couverture temporelle. Tandis que l'article 1^{er} du décret de 2003 prenait en considération la période allant de 2 août 1998 au 4 avril 2003, la nouvelle loi, quant à elle, a rallongé cette période jusqu'à inclure la période du 20 août 1996 au 20 juin 2003. Cette démarche visait à mettre d'accord certaines forces qui voyaient dans le décret quelques zones d'ombres objet d'inquiétudes.

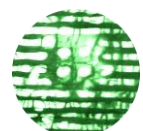
- La loi d'amnistie n° 09/003 du 07 mai 2009

L'adoption de cette loi s'inscrit dans la logique de ses devancières. Mettre fin aux conflits armés qui, remarquablement, se sont intensifiés dans la partie Est de la République, alors que les élections de 2006 annonçaient un retour définitif de la paix. Le chef de file à cette époque, c'est-à-dire entre 2003 et 2009, c'est le Congrès national pour la défense du peuple, (CNDP). A la suite de l'intégration accélérée de ce mouvement et d'autres groupes rebelles dans les Forces armées de la République démocratique du Congo (ci-après : "FARDC"), acceptée par la communauté internationale, la loi est adoptée pour empêcher toute poursuite pénale à leur encontre. Ce texte de loi couvre la période allant de 2003 à 2009, année de son adoption.

- La loi d'amnistie du 11 février 2014

Après la dissolution du Congrès national pour la défense du peuple et de quelques autres mouvements rebelles, en 2013, un autre mouvement s'est développé en prétendant que le

¹⁴ MAKAYA KIELA, S., *Le droit à réparation des victimes des crimes internationaux : condition d'une justice efficiente, l'exemple de la République démocratique du Congo*, op. cit., p.





L'oubli des crimes et la problématique de la réparation due aux victimes. Quelle option pour une paix durable en République démocratique du Congo ?

gouvernement n'avait pas exécuté les cahiers de charge signés entre lui et le CNDP en date du 23 mars 2009. L'on pourrait logiquement relever que le CNDP serait le père et le Mouvement du 23 mars 2009 (ci-après M23) son héritier qui devait assurer la succession du *de cuius*. Plusieurs violations des droits humains ont été perpétrées et, au nom de la cohésion nationale, encore et toujours, le parlement a adopté une loi d'amnistie, à l'appel du président de la République dans son allocution devant le congrès convoqué à l'occasion des concertations nationales. Aux termes de cette loi, les faits insurrectionnels, les faits de guerre et les infractions politiques commis sur le territoire de la RDC au cours de la période allant du 18 février 2006 au 20 décembre 2013 devaient être amnistiés.

4. L'oubli des crimes : une option en faveur du rétablissement, de la reconstruction et de la consolidation de la paix ?

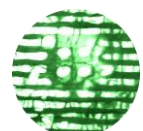
Le règne de la tranquillité et de l'ordre recommande que des actions soient menées à fond pour le maintien et la stabilisation de la paix, très souvent acquise au prix du sacrifice extrême et difficilement acceptable. Une paix mal construite est éphémère et source des tensions nouvelles qui peuvent revêtir diverses formes. Il est impérieux que ces actions aplatissent la paix avant que l'étape de la consolidation s'invite sur la scène. Ainsi, après une période de tumulte et de violences systématiques, surgit le besoin de recouvrement de tout ce qui a subi un bouleversement à la suite du dérèglement de l'harmonie et de l'ordre au sein de la société. Le rétablissement de la paix, commande la restauration de la tranquillité et de la sécurité de la société afin que les hommes et les femmes se promènent sans inquiétude d'un quelconque bruit de botte ni de crépitement des balles.

Dans le contexte de la RDC, peut-on affirmer que la pratique de l'amnistie permet de rétablir et de maintenir la paix ?

La récurrence de conflits armés dont la contextualisation a été décrite supra, permet de récuser cette affirmation, dans la mesure où les lois d'amnistie ont seulement conduit à une cessation momentanée des conflits sans les congédier définitivement. Lorsqu'on occulte cette situation l'on n'est pas loin de constater que les personnes concernées et touchées par les atrocités de ces conflits sont totalement oubliées. L'on passe du crime oublié à la victime oubliée et méprisée.

4.1. L'amnistie comme recette à la résolution des conflits armés en RDC : du crime oublié aux victimes oubliées et méprisées

La lecture transversale de diverses lois d'amnistie qu'a connues la République démocratique du Congo suscite la question de leur efficacité d'une part et, celle de la place réservée aux victimes en vue d'accéder à une réparation qui soit effective, d'autre part.



4.1.1. L'efficacité des lois d'amnistie

Le terme "efficacité" s'entend de la capacité d'arriver à ses buts¹⁵. Une loi est dite efficace, lorsqu'elle produit les résultats escomptés et réalise les objectifs fixés aussi bien en qualité qu'en quantité. L'efficacité, c'est aussi la qualité de ce qui produit le résultat attendu, c'est-à-dire, l'aptitude à donner le meilleur résultat possible.

S'agissant de l'efficacité, l'on peut relever que la marque commune de ces textes sur l'amnistie est la fin des conflits. Une fin dont la durée peut laisser à désirer, cependant. En effet, entre le moment de l'adoption de chaque texte et celui de la résurgence d'un nouveau conflit, l'écart est relativement court au point qu'il paraît justifié que l'on s'interroge sur le vrai résultat auquel le législateur a toujours voulu aboutir. Est-ce la résolution des conflits en mettant un accent particulier sur les divers aspects qu'ils cachent ou simplement il s'agit de mettre fin aux conflits immédiats sans se préoccuper du reste.

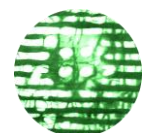
Pour une réparation effective, les victimes ont besoin d'être placées dans une situation qui puisse leur permettre d'atteindre la justice pour l'assouvissement et le pansement de plaies encore béantes. Pour qu'une telle option produise ses effets, il importe qu'en amont une place de choix soit reconnue à ces victimes et qu'un soutien, s'il échet, leur soit apporté en aval. Malheureusement, le constat porte à croire que de tous les processus de négociations pour un retour effectif de la paix, les victimes ont été regardées avec mépris.

4.1.2. Victimes oubliées et abandonnées

Autant que l'amnistie ne se limite qu'à l'effacement du caractère délictueux d'un fait en vue d'exonérer son responsable de toute poursuite pénale, autant elle n'opère aucunement en ce qui concerne l'action tendant à obtenir réparation. Le droit à réparation est un droit fondamental pour les victimes. Il implique que tout citoyen préjudicié dans ses droits, par le fait d'un autre ou d'une circonstance naturelle déterminée, ait le plein droit de les recouvrer en usant des moyens à sa disposition. La réparation est nécessaire en ce qu'elle favorise aussi une nouvelle organisation sociale et fertilise une autre conception de l'humain et des relations sociales. Il est de l'obligation de l'Etat de disponibiliser le cadre tant juridique qu'institutionnel susceptible de garantir l'équilibre entre les citoyens appelés à bénéficier d'un traitement égalitaire devant la loi.

La réparation est la condition de restauration des victimes dans leurs droits résultant des dommages du fait de délinquants amnistiés. L'obligation d'en supporter le coût n'incombe qu'à celui qui aura causé le dommage. C'est ainsi que théoriquement, la victime peut demander réparation à l'amnistié lui-même.

¹⁵ Lire dans ce sens, LUZOLO BAMBI LESSA, E-J., *La détention préventive en procédure pénale Zaïroise*, Thèse de doctorat en droit, Université d'Aix-Marseille, Marseille, 1996, et MAKAYA KIELA, S., *Le droit à réparation des victimes des crimes internationaux : condition d'une justice efficiente, l'exemple de la République démocratique du Congo*, op. cit. p. 233.



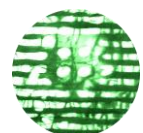
Réduites à une portion congrue, les victimes, dans toutes les lois d'amnistie sus évoquées sont abandonnées. Ni dans les négociations, ni dans les textes, il n'a été fait mention du droit à réparation des victimes et de mécanismes de leur accompagnement pour l'accès à la justice. Quelques textes seulement se sont limités à rappeler que l'amnistie accordée n'a pas vocation à obstruer le droit des victimes à la réparation, sans en instituer des mesures adéquates pouvant conduire ces victimes à une réparation effective.

On pourrait bien penser que l'oubli des crimes entraîne dans le contexte congolais, l'oubli des victimes desdits crimes au point qu'il soit nécessaire de s'interroger sur le sort et, surtout, les conséquences de cet abandon. La prise en compte des victimes tant en amont qu'en aval de toutes négociations est une condition au retour de la paix. Car, les mêmes victimes lorsqu'elles se trouvent sans considération, peuvent devenir de suite de la rancœur et de la vengeance, des criminels. Cette situation n'est pas loin de conduire à un cycle infernal des hostilités, les victimes d'hier devenant les bourreaux d'aujourd'hui.

L'oubli et l'abandon des victimes peuvent se révéler, à considérer la récurrence des conflits armés ci-haut analysés, comme un facteur de fragilisation de la paix chèrement acquise, la plupart de temps. C'est pourquoi un plaidoyer en faveur de leur prise en charge judiciaire pour qu'elles fassent entendre les souffrances qu'elles endurent du fait de l'amnistie sans réparation se révèle impérieuse.

5. L'aide à l'accès au droit et à la justice des victimes des infractions amnistiées, l'une des solutions pour une paix durable en République démocratique du Congo

Il est un leurre de penser une paix durable, dans le contexte de la République démocratique du Congo, sans placer les victimes au centre de toutes négociations politiques visant à mettre fin aux conflits qui déchirent cet Etat depuis bientôt deux décennies. Compte tenu de leur situation socio-économique, la plupart d'entre ces victimes sont dépourvues de connaissances et, surtout des moyens pouvant faciliter leur accès à la justice. Dans le prélude de négociation d'un accord de paix, il y a lieu en particulier de sensibiliser les protagonistes en présence aux avantages que procure le processus de traitement du passé mais en soulignant le revers de la médaille, c'est-à-dire mettre en évidence les retombées éventuelles. Il faut alors veiller à souligner que, s'il est lancé de manière constructive et créative, le processus de traitement du passé peut contribuer à asseoir la légitimité du processus de paix, à accorder de la crédibilité aux positions défendues par les parties aux négociations et à favoriser la prévention des violations des droits de l'homme. Les exigences d'une "paix durable", entendue comme celle qui est échelonnée sur un temps assez long, dans le contexte des crimes, recommandent que la victime dans ses blessures soit réconfortée pour qu'elle se rétablisse dans le même diapason que les autres membres de la société qui n'ont subi aucun préjudice. Dans le cadre de l'amnistie, comprise comme un oubli, un pardon collectif au nom de la cohésion nationale et du retour de la paix, l'acuité que suscite la question est évidente. Lorsque la victime, disposant de cadre juridique pour accéder au droit et à la justice, n'y arrive point par manque



des moyens susceptibles de l'orienter à cette fin, il ya lieu que l'on s'interroge sur le bien fondé d'une paix obtenue dans ces condition.

5.1. Le droit à l'information vecteur de l'accès à la justice¹⁶

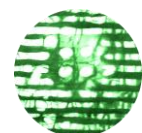
La qualité de victime engendre quelques droits dont l'exercice peut conduire à une réparation. Car, toute victime est éligible à la réparation du seul fait d'avoir subi un préjudice. La question de comment faire pour accéder et auprès de quelle autorité s'adresser pour ce faire, n'est pas aisée, si au départ il y a un déficit d'information d'une part et, absence d'un mécanisme d'assistance ou de prise en charge, d'autre part.

5.1.1. Le droit à l'information

Le droit à l'information pour les victimes des crimes amnistiés est d'une extrême importance, dans la mesure où la cohabitation entre elles et les bourreaux, devenant éventuellement un responsable au sein de l'administration publique, ne peut s'envisager sans heurt. Ce droit est reconnu à toutes les victimes quelle que soit la nature du crime. Il est du devoir de l'Etat, de l'administration et même des cours et tribunaux de prendre la charge de diffuser les informations dont les victimes des crimes pourraient avoir besoin en vue de faire valoir leurs droits ou sur les recours disponibles en cas de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire. Le contexte de l'amnistie devrait s'accompagner, à la charge de l'Etat, de campagne de sensibilisation en vue de faire comprendre aux victimes le bien fondé du pardon et de l'oubli en mettant à l'affiche la possibilité qui leur est offerte pour postuler une réparation pour le préjudice subi. Nombre des victimes des infractions qui sont, le plus souvent amnistiées en RDC, vivent dans l'arrière pays, où l'information atteint difficilement la population. Elles ne savent pas que l'amnistie ne les empêche point d'obtenir réparation.

L'information peut revêtir plusieurs formes selon la culture et le contexte de la société concernée. Il importe d'identifier les moyens adéquats par lesquels le message peut atteindre le plus grand nombre des victimes. La réconciliation est une affaire de toute la communauté, elle doit de ce fait être acceptée comme telle, par la majorité des membres qui la composent. Autrement, ce serait un leurre de construire la paix. Lorsque l'information aura atteint la cible, il conviendra alors que l'accès à la justice soit plausible.

¹⁶ Le droit d'accès à la justice est reconnu au plan international à travers plusieurs instruments juridiques. Il s'agit, notamment, de la Déclaration 40/34 des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 29 novembre 1985 et les Principes fondamentaux et directives 60/147 concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de victimes de violations graves du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit humanitaire adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unie le 16 décembre 2005. On peut y ajouter les Lignes directrices 2005/20 en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels adoptées par le Conseil économique et social des Nations Unies à sa 36^{ème} session plénière du 22 juillet 2005.



5.1.2. Le droit à l'assistance

L'un des éléments fondamentaux garantissant un égal accès de tous les citoyens à la justice est l'aide judiciaire. Cette notion procède de l'idée que tous les citoyens ne disposant pas de mêmes moyens, il faut créer, au nom de l'égalité de tous, un équilibre entre citoyens. Ce mécanisme permet ainsi aux citoyens qui n'ont pas de moyens financiers suffisants de pouvoir bénéficier gratuitement ou à moindre coût de l'assistance de professionnels ou de se voir attribuer une aide financière en vue de mettre en œuvre une procédure en justice. Cette assistance est fournie par l'Etat aux personnes dépourvues des moyens financiers suffisants pour qu'elles se défendent elles-mêmes devant un tribunal.

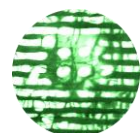
Alors qu'en Europe¹⁷ tous les Etats disposent, en vertu des exigences et de l'esprit de la Convention européenne des droits de l'homme, de mécanismes d'aide judiciaire tant pour les procédures pénales que pour les procédures civiles, la République démocratique du Congo s'illustre par un mutisme en cette matière. Un regard méticuleux sur l'évolution budgétaire conduit au constat de l'absence d'une rubrique réservée à l'aide ou l'assistance judiciaire. Ce constat rend utopique le droit d'accès à la justice en faveur des victimes des crimes amnistiés dont la majorité croupissent dans une misère indescriptible au point de rendre nécessaire l'institution d'un fond spécial.

6. Institution d'un fonds de prise en charge judiciaire, voie vers la consolidation de la paix en RDC

La consolidation de la paix est un concept familier au système onusien¹⁸. Elle se révèle comme une action visant à solidifier la paix et à éviter la reprise de toute sorte des conflits au sein d'un Etat. En ce sens, elle inclut l'action menée après les conflits, en vue de jeter des bases propres à affermir la paix et de fournir les moyens d'édifier sur ces bases quelque chose de plus que la simple absence de guerre. Le concept, reste cependant, chargé d'un éventail de mesures, dont la vocation est notablement orientée vers la réduction du risque de retomber dans un conflit. Ces mesures passent par le renforcement à tous les niveaux des capacités nationales de gestion de crise à l'établissement des fondations d'une paix et d'un développement durables. Elles doivent prendre en considération les besoins spécifiques de chaque pays. Il n'existe donc pas une uniformité dans les stratégies de consolidation de la paix. Lorsqu'elles ne répondent pas aux attentes des pays affectés, elles sont inefficaces et peuvent fertiliser d'autres crises. Ainsi pour aboutir à l'institution d'une paix en République démocratique du Congo il est nécessaire, qu'une introspection sociale précède et accompagne tout processus destiné à la recherche de la paix. Ce qui implique que tout protagoniste devra être associé avec chacun ce qu'il en pense sincèrement. En matière d'amnistie il est

¹⁷ *Rapport de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice 2007 à 2010 dédié à FAUSTIN de SANTIS*, p. 65.

¹⁸ Dans ce sens, elle vise à rapprocher des parties hostiles, essentiellement par des moyens pacifiques tels que ceux prévus au Chapitre VII de la Charte. Lire SALMON, J., (dir.), *Dictionnaire de droit international public*, Bruxelles, Bruylant/AUF, 2001, p. 799.





L'oubli des crimes et la problématique de la réparation due aux victimes. Quelle option pour une paix durable en République démocratique du Congo ?

recommandé que tant les auteurs que les victimes retrouvent leurs comptes. Ces dernières pouvant se butter à divers problèmes d'ordre financier, il est souhaitable qu'elles soient prises en charge particulièrement sur le plan judiciaire.

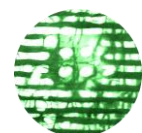
La prise en charge judiciaire devra s'entendre comme la concrétisation de l'obligation de l'Etat, au nom de l'égalité de tous¹⁹, de doter aux victimes des infractions amnistiées, un fonds non pas pour la réparation des préjudices, mais bien plus pour qu'elles soient à même de répondre aux exigences d'un procès à l'encontre des auteurs desdits préjudices, lorsqu'ils sont connus et solvables. L'obligation de réparer globalement, dans le cadre d'une mission de service public, les torts causés à l'ensemble des victimes est une nécessité impérieuse pour le retour de la paix. Les enjeux de la prise en charge des victimes d'infractions, comme ceux qui participent aux autres formes d'insécurité, convergent ainsi clairement vers la restauration du lien social²⁰. La présente réflexion ne vise pas l'institution d'un fonds d'indemnisation, comme cela est pratiqué dans plusieurs Etats, mais plutôt un fonds d'assistance judiciaire propre aux victimes des infractions amnistiées. Placé sous la gestion du Ministre ayant dans ces attributions la justice et chargé de l'exécution de la loi d'amnistie, qui devra militer pour la prompt identification des personnes bénéficiaires de l'amnistie, le fonds de prise en charge est affecté au processus de déclenchement d'une action judiciaire en faveur des victimes principalement dans son aspect civil.

Conclusion

De la guerre dite de libération de 1996, suivie des rebellions successives de 1998, à celle menée par le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), poursuivie, par la suite, par le M23, en 2013, la RDC a été marquée par plusieurs lois d'amnistie, dont la vocation était de passer l'éponge sur les violations des droits humains qui ont émaillé ces conflits armés. Dans le processus de l'adoption de ces lois, les victimes des crimes amnistiés ont été reléguées au bas de l'échelle. Sans moyens financiers, elles ont été abandonnées à leur triste sort, alors que leurs bourreaux se sont, dans la plupart des cas, transformés en hommes puissants, associés à la gestion de la chose publique.

¹⁹ Le principe d'égalité de tous est garantie tant par les instruments juridiques internationaux (C'est le cas de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 (art.1) ; du Pacte international des droits civils et politiques du 16 décembre 1966 (art.26) ; de la Convention européenne des droits de l'homme du 04 novembre 1950 (art.14) ; de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, adoptée le 22 novembre 1969 (art.24) ; de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples du 27 juin 1981 (art.3) ; etc.) que par des dispositions constitutionnelles des Etats (C'est le cas de Constitution de la RDC du 18 février 2006, telle que modifiée par la loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la constitution, (art.12) ; Constitution de la France du 4 octobre 1958 (art.1) ; Constitution du Gabon du 26 mars 1991 (art.1 point, 20) ; Constitution du Cameroun du 02 juin 1972 (art.1 point, 2) ; Constitution du Congo du 20 janvier 2002 (art.8, al.1) ; etc.).

²⁰ CARIO, R., *Victimologie. De l'effraction du lien intersubjectif à la restauration sociale*, V. 1, 3eme éd., Paris, L'Harmattan, 2007, p. 13.





L'oubli des crimes et la problématique de la réparation due aux victimes. Quelle option pour une paix durable en République démocratique du Congo ?

La mise à l'écart des victimes des crimes amnistiés pourrait toujours conduire à la résurgence d'autres conflits. Cela se révèle vérifié, lorsqu'en dépit des multitudes des lois portant amnistie, le cycle des conflits armés est loin de s'estomper. C'est pourquoi, pour une consolidation de la paix, l'on invite, à travers cette étude le gouvernement congolais, à instituer un fonds spécial de prise en charge judiciaire considéré comme une clé d'accès à la justice des victimes en vue de faire valoir leur droit à réparation. L'aide à l'accès au droit et à la justice en faveur des victimes des crimes amnistiés étant la pierre d'achoppement dans l'édification de la paix en République démocratique du Congo.

Notes bibliographiques

Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, Addis-Abeba, 24 janvier 2013.

BORAINE, Alex, « La justice transitionnelle, un nouveau domaine », in *Réparer les effets du passé : réparations et transitions vers la démocratie*, Ottawa, le 11 mars 2004.

BRAECKMAN, Colette, *L'enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu*, Paris, Fayard, 1999.

CARIO Robert, *Victimologie. De l'effraction du lien intersubjectif à la restauration sociale*, V. 1, 3ème éd., Paris, L'Harmattan, 2007.

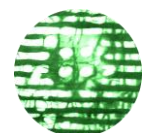
CHEUZEVILLE Hervé, *Chroniques africaines de guerre et d'espérance. R.D.Congo, Ouganda, Rwanda, Burundi, Soudan*, Aix-en-Provence, éd. Persée, 2006.

Constitution de la République démocratique du Congo du 18 février 2006 telle que modifiée par la loi no 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la constitution, in *JORDC*, 52ème année, numéro spécial, 5 février 2011.

KABAMBA, Bob, et **LANOTTE, Olivier**, "Guerres au Congo-Zaïre (1996-1999). Acteurs et scénarios", in MATHIEU, P., et WILLAME, J-Cl. (sous la direction de), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, Paris, L'Harmattan, 1999.

LAMBATIM, Hélène, « Justice transitionnelle et droits économiques, sociaux et culturels », in *La justice transitionnelle : une voie vers la réconciliation et la construction d'une paix durable*, Carol MOTTET, Christian POUT, Yaoundé, 2011.

Les Principes fondamentaux et directives 60/147 concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de victimes de violations graves du droit international des droits de l'homme et de violations





L'oubli des crimes et la problématique de la réparation due aux victimes. Quelle option pour une paix durable en République démocratique du Congo ?

graves du droit humanitaire adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unie le 16 décembre 2005.

Lignes directrices 2005/20 en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels adoptées par le Conseil économique et social des Nations Unies à sa 36^{ème} session plénière du 22 juillet 2005.

LUZOLO BAMBI LESSA Emmanuel-Janvier, *La détention préventive en procédure pénale Zaïroise*, Thèse de doctorat en droit, Université d'Aix-Marseille, Marseille, 1996.

MAKAYA KIELA Serge, *La justice transitionnelle en Afrique : cas de la République démocratique du Congo*, Communication à l'occasion de la 3^{ème} édition des Cours intensifs d'été, Kinshasa, Université protestante au Congo, 2014.

MAKAYA KIELA Serge, *Le droit à réparation des victimes des crimes internationaux : condition d'une justice efficiente, l'exemple de la République démocratique du Congo*, Thèse de doctorat en droit, Aix-Marseille Université, Faculté de sciences économiques et juridiques, 2014.

MINANI BIHUZO Rigobert, *Du pacte de stabilité de Nairobi à l'acte d'engagement de Goma. Enjeux et défis du processus de paix en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Cepas /Redhecic.

MUSHIZI Charles, *Justice transitionnelle, Principes, contenu, illustrations*, Kinshasa, éd. Ethan, 2010.

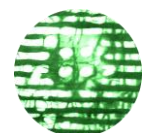
MUTINGA Modeste, *Chronique d'une paix négociée en République Démocratique du Congo. Un devoir de mémoire (1998-2003)*, Kinshasa, Espace Afrique, 2005.

Pacte international relatif aux droits civils et politiques (et son Protocole facultatif), adopté à New York et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966 (date d'entrée en vigueur : 23 mars 1976).

PONDI, Jean-Emmanuel, « Contexte moderne de la justice transitionnelle », in *La justice transitionnelle : une voie vers la réconciliation et la construction d'une paix durable*, Carol MOTTET, Christian POUT, Yaoundé, 2011.

Rapport de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice 2007 à 2010 dédié à FAUSTIN de SANTIS.

Résolution N° 60/147 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 16 décembre 2005 relative aux principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à





L'oubli des crimes et la problématique de la réparation due aux victimes. Quelle option pour une paix durable en République démocratique du Congo ?

réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire.

Résolution N°40-34 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 9 novembre 1985 relative à la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir.

ROUW Hans et **WILLENS Rens**, « L'interconnexion entre la sécurité des communautés et les programmes de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR) », *Une étude de terrain au Congo orientale (RDC), Network for Peace, security and development*, **SALMON Jean, (dir.)**, *Dictionnaire de droit international public*, Bruxelles, Bruylant/AUF, 2001.

SINDJOUN, Luc, *Les relations internationales africaines : entre Etats en crise et flux transnationaux*, Dakar, Codesria, 2002, p. 58,

WAHNICH Sophie (dir.), *Une histoire politique de l'amnistie*, coll. Droit et justice, Paris, PUF, 2006, pp. 15-16

